



Les 150 agents étaient réunis hier pour voter la reconduction de la grève.

Finances. Réunis en AG, les agents ont reconduit la grève mercredi et envisagent le durcissement de l'action.

« On s'achemine vers le blocage de sites »

La Marseillaise du 12/10/2010

■ Troisième assemblée générale depuis septembre des salariés de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) regroupant les Impôts et le Trésor hier, à l'abri du vent et de la pluie, rue Borde (8e).

Près de 170 agents se tiennent debout dans une immense salle pour discuter et voter la reconduction de la grève contre un projet de retraite considéré comme totalement injuste par et pour le monde du travail. On ne s'entend presque pas, même avec un mégaphone, tant les échos assourdissent les voix. Les grévistes s'expriment dans un futur local prévu pour accueillir les habitants de sept arrondissements (1er, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e), soit 5 000 personnes par jour, en raison de la fusion voulue par la direction entre les Impôts et le Trésor.

« Une usine à fricasser la santé des collègues et à traiter les usagers comme du bétail », dénonce Frédéric Larrivé, secrétaire CGT du Trésor. Le syndicaliste fait donc le lien entre la lutte pour la défense des retraites, les conditions de travail et l'avenir des services publics. 1 700 suppressions d'emplois à la DGFIP pour 2011, pas de quoi arranger l'activité des personnels et l'attente des contribuables qui ont tant besoin de services de proximité et non de fermetures.

Martine travaille à l'hôtel des impôts de Sainte-Anne que la direction entend fermer. « On doit gagner, on n'a pas le choix même si c'est dur et long, car derrière les re-

traites se profilent la sécurité sociale, les 35h, les suppressions de postes, le chômage, les salaires rabougris, tous nos acquis sociaux. Je suis déterminée à rester le temps qu'il faut quitte à manger des cailloux pour reprendre les mots d'un cheminot ». Face à ces choix politiques anti-sociaux, Philippe Laget, secrétaire CGT des Impôts, propose de « mettre les luttes au plus haut niveau avec le blocage économique du pays dont les impôts sont un des leviers. Continuons à convaincre nos collègues de l'utilité de notre cause qui est juste, car s'il faut une réforme, il faut qu'elle se fasse avec tous, mais pour gagner nous devons amplifier notre combat. » Forte ovation aux camarades de Monoprix, présentes, qui après trois semaines de lutte ont arraché des avancées.

Pour Philippe Piton du Snui-SUD, « La grève reconductible est le seul moyen de faire reculer ce gouvernement, c'était vrai en 2006 avec le CPE. Il faudra être nombreux dans la rue demain (aujourd'hui, Ndlr).

Cette semaine, on n'est plus tout seuls : transports, SNCF, port, raffineries et même les jeunes nous rejoignent, il faut bloquer le pays, le gouvernement est au plus mal, on peut le faire plier ». Des salariés parlent entre eux, Denis Choivet du syndicat Solidaires, partisan du blocage de sites dès mercredi, les invite à prendre la parole. Un débat s'engage sur la construction d'un mouvement s'inscrivant dans la durée avec le maximum de forces en allant à la rencontre de tous les collègues. Cette démarche, pour certains, n'exclut pas les opérations de blocage. Partout où c'est possible, annoncent d'autres. Un militant cégétiste prône « non pas une grève commando mais une grève majoritaire ».

Au final de la discussion, les agents ont voté la reconduction de la grève pour mercredi et la mise en débat, en AG, du blocage de sites dès jeudi matin.

PEDRÀ BELMONTE

La direction refuse le dialogue

■ Juste après leur assemblée générale, une délégation de salariés (CGT et Solidaires) des Impôts et du Trésor était reçue par le délégué interrégional de la DGFIP, Philippe Dufresnoy.

La rencontre n'a duré qu'une vingtaine de minutes, selon les syndicalistes, sans parvenir au sujet des retraites. « Ce qui montre la volonté de la direction, à l'image de celle

du président de la République, de n'avoir aucun dialogue social », souligne Philippe Laget pour la CGT. « Nous avons demandé, poursuit le responsable syndical, le recul de trois à quatre mois la mise en place des réorganisations avec la mise en place des nouvelles structures. Mais même sur ce sujet, il a refusé de discuter. »

P.BTE